

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/204398]

6 JUILLET 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé, relatif à l'aide aux personnes lesbiennes, gays, bisexuels, bisexuelles et transgenres

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, les articles 694/3, § 2, remplacé par le décret du 23 mars 2023, 694/4, alinéa 3, inséré par le décret du 11 avril 2014, 694/5, alinéa 3, remplacé par le décret du 23 mars 2023, 694/8, inséré par le décret du 11 avril 2014 et modifié par le décret du 23 mars 2023, 694/9, alinéa 2, inséré par le décret du 23 mars 2023, et 694/11, alinéa 3, inséré par le décret du 11 avril 2014;

Vu le rapport du 6 septembre 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 octobre 2022;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 octobre 2022;

Vu l'avis de l'Organe de concertation intra-francophone et du Comité ministériel de concertation intra-francophone, donné le 4 novembre 2022;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données, donné le 21 décembre 2022;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'État le 2 juin 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Action sociale et de l'Égalité des chances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Dans la Partie 2 le Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé, l'intitulé du Livre VIII est remplacé par ce qui suit : « Livre VIII : Soutien aux personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queer, intersexes et asexuelles ».

Art. 3. Dans le Titre II du Livre VIII de la Partie 2 du Code réglementaire de l'action sociale et de la santé, les mots « la reconnaissance » sont à chaque fois remplacés par les mots « l'agrément », les mots « de reconnaissance » sont à chaque fois remplacés par les mots « d'agrément », et le mot « reconnue » est à chaque fois remplacé par le mot « agréée ».

Art. 4. Dans le livre VIII, titre I^{er}, chapitre I^{er}, section 1^{ère}, de la Partie 2 du Code réglementaire de l'action sociale et de la santé, il est inséré un article 1951/1 rédigé comme suit :

« Art. 1951/1. § 1^{er}. Le personnel visé à l'article 694/3, § 1^{er}, 5°, du Code décretaal est composé d'au moins :

1° un demi équivalent temps plein chargé des missions d'assistant social qui possède à la date de son engagement au moins un baccalauréat d'assistant social, d'auxiliaire social, d'éducateur, d'assistant juridique ou l'équivalent;

2° un demi équivalent temps plein chargé des missions de responsable de projet qui possède au moins à la date de son engagement un master en sciences humaines ou sociales, en droit ou l'équivalent.

Le Ministre peut accorder, après avoir sollicité l'avis de l'administration, une dérogation sur la base de l'expérience utile pour les travailleurs qui ne bénéficient pas des grades académiques et fonctions prévus aux paragraphes 1^{er}, 1° et 2°.

§ 2. Sans préjudice de la conservation nécessaire pour le traitement à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques visé à l'article 89 du Règlement (UE) 2016/679, et conformément à l'article 5.1, e), du même Règlement, les données relatives aux diplômes et qualifications des personnes engagées au sein des Maison Arc en Ciel sont supprimées après une période de 5 ans à compter de la fin des relations de travail avec le travailleur.

La durée de conservation visée à l'alinéa 1 est suspendue en cas d'action judiciaire ou administrative jusqu'à la pleine et complète exécution d'une décision non susceptible de recours. ».

§ 3. Conformément à l'article 694/3, § 1^{er}, 5°, du Code décretaal, toute Maison Arc-en-ciel est ouverte au moins vingt heures par semaine, dont au moins huit heures pour effectuer des permanences sociales, avec ou sans rendez-vous. ».

Art. 5. Dans l'article 1952, 5°, du Code réglementaire de l'Action sociale et de la Santé, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mai 2015, les mots « 694/2, 3°, 4° et 5° » sont remplacés par les mots « 694/2, 4° ».

Art. 6. A l'article 1955 du Code réglementaire de l'Action sociale et de la Santé, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mai 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er}, est remplacé par ce qui suit : « La demande de subvention est adressée annuellement à l'administration, accompagnée d'un budget prévisionnel, d'une analyse de la réalisation des objectifs de l'année antérieure et des objectifs fixés pour l'année suivante. »;

2° à l'alinéa 2, le nombre « 40.000 » est remplacé par le nombre « 100.000 »;

3° l'alinéa 3 est abrogé;

4° à l'alinéa 4, les mots « à l'indice-pivot 101,02 applicable au 1^{er} janvier 2014 » sont remplacés par les mots « à l'indice-pivot 125,60 applicable au 1^{er} janvier 2023 ».

Art. 7. Dans le livre VIII, titre II, chapitre I^{er}, section 1^{ère} du Code réglementaire de l'Action sociale et de la Santé, il est inséré un article 1959/1 rédigé comme suit :

« Art. 1959/1. § 1^{er}. Le personnel visé à l'article 694/9, alinéa 1^{er}, 4°, du Code décretaal, est composé d'au moins :

1° un demi équivalent temps plein pour les missions de sensibilisation et de formation qui possède, à la date de son engagement, au moins un baccalauréat d'assistant social, d'éducateur, de formateur ou l'équivalent;

2° un équivalent temps plein pour les missions de responsable de projet qui possède, à la date de son engagement au moins un master dans le domaine des sciences humaines ou sociales, en droit ou l'équivalent.

Le Ministre peut accorder, sur avis de l'administration, une dérogation sur la base de l'expérience utile pour les travailleurs qui ne bénéficient pas des grades académiques et fonctions prévus à l'alinéa 1^{er}, 1^b et 2°

§ 2. Sans préjudice de la conservation nécessaire pour le traitement à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques visé à l'article 89 du Règlement (UE) 2016/679, et conformément à l'article 5.1, e), du même Règlement, les données relatives aux diplômes et qualifications des personnes engagées au sein de la Fédération sont supprimées après une période de 5 ans à compter de la fin des relations de travail avec le travailleur.

La durée de conservation visée à l'alinéa 1 est suspendue en cas d'action judiciaire ou administrative jusqu'à la pleine et complète exécution d'une décision non susceptible de recours. ”.

Art. 8. A l'article 1963 du Code réglementaire de l'Action sociale et de la Santé, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mai 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er}, est remplacé par ce qui suit :

« La demande subvention est adressée annuellement à l'administration, accompagnée d'un budget prévisionnel, d'une analyse de la réalisation des objectifs de l'année antérieure et des objectifs fixés pour l'année suivante. »;

2° à l'alinéa 2, le nombre « 70.000 » est remplacé par le nombre « 140.000 »;

3° à l'alinéa 3, les mots « à l'indice-pivot 101,02 applicable au 1^{er} janvier 2014 » sont remplacés par les mots « à l'indice-pivot 125,60 applicable au 1^{er} janvier 2023 ».

Art. 9. Dans l'article 1965 du Code réglementaire de l'Action sociale et de la Santé, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mai 2015, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit :

« L'annexe statistique du rapport d'évaluation, visée à l'article 694/8, 6°, d, du Code décretaal, est composée des données suivantes pour chaque Maison Arc-en-ciel :

1° le nombre de dossier ouverts au cours de l'année concernée;

2° le nombre de dossiers en cours;

3° le nombres de rendez-vous en face-à-face réalisés dans le cadre de la mission visée à l'article 694/2, alinéa 2, 1°, du Code décretaal;

4° le nombre d'actions initiées au cours de l'année concernée. »;

b) l'alinéa 6 est abrogé.

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2023.

Namur, le 6 juillet 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale,
de l'Egalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2023/204398]

6 JULI 2023. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het reglementair deel van het Waalse wetboek van Sociale Actie en Gezondheid betreffende lesbische, homoseksuele, biseksuele en transgenderpersonen

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, inzonderheid op de artikelen 694/3, § 2, vervangen bij het decreet van 23 maart 2023, 694/4, derde lid, ingevoegd bij het decreet van 11 april 2014, 694/5, derde lid, vervangen bij het decreet van 23 maart 2023, 694/8, ingevoegd bij het decreet van 11 april 2014 en gewijzigd bij het decreet van 23 maart 2023, 694/9, tweede lid, ingevoegd bij het decreet van 23 maart 2023, en 694/11, derde lid, ingevoegd bij het decreet van 11 april 2014;

Gelet op het rapport van 6 september 2022 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 oktober 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 20 oktober 2022;

Gelet op het advies van het intra-Franstalig overlegorgaan en van het intra-Franstalig ministerieel overlegcomité van 4 november 2022;

Gelet op advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 21 december 2022;

Gelet op de adviesaanvraag binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 2 juni 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. In Deel 2 van het reglementair Deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wordt het opschrift van Boek VIII vervangen door wat volgt:

“Boek VIII: “Steun aan lesbische, gay, bisexuele, transgender, queer, intersekse en asexuele personen”.

Art. 3. In Titel II van Boek VIII van Deel 2 van het reglementair Deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, worden, in de Franse versie, de woorden “la reconnaissance” telkenmale vervangen door de woorden “l’agrément”, de woorden “de reconnaissance” telkenmale door de woorden “d’agrément” en het woord “reconnue” telkenmale door het woord “agrée”.

Art. 4. In Boek VIII, titel I, hoofdstuk I, afdeling 1, van Deel 2 van het reglementair Deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, wordt een artikel 1951/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 1951/1. § 1. Het personeel bedoeld in artikel 694/3, § 1, 5°, van het decreetgevend deel van het Wetboek bestaat uit ten minste :

1° een half voltijds equivalent belast met de opdrachten van maatschappelijk assistent dat op de datum van zijn aanstelling ten minste een bachelordiploma maatschappelijk assistent maatschappelijk hulpwerker, opvoeder, juridisch assistent of een gelijkwaardig diploma heeft;

2° een half voltijds equivalent belast met de opdrachten van projectmanager dat op de datum van zijn aanstelling ten minste een masterdiploma heeft in menswetenschappen of sociale wetenschappen, rechten of een gelijkwaardig diploma.

De Minister kan, na advies van de Administratie, een afwijking op basis van de nuttige ervaring toestaan voor werknemers die niet beschikken over de academische graden en functies bedoeld in paragraaf 1, 1° en 2°.

§ 2. Onverminderd de bewaring die noodzakelijk is voor de verwerking met het oog op archivering in het algemeen belang, wetenschappelijk of historisch onderzoek of statistische doeleinden als bedoeld in artikel 89 van Verordening (EU) 2016/679, en in overeenstemming met artikel 5.1, e), van dezelfde Verordening, worden gegevens met betrekking tot de diploma's en kwalificaties van de personen aangeworven in de Regenbooghuizen verwijderd na een periode van 5 jaar vanaf de beëindiging van de arbeidsverhoudingen met de werknemer.

De in lid 1 bedoelde bewaringstermijn wordt in geval van een gerechtelijke of administratieve procedure opgeschort totdat een beslissing waartegen geen beroep mogelijk is, volledig en onherroepelijk is uitgevoerd.”.

§ 3. In overeenstemming met artikel 694/3, § 1, 5°, van het decreetgevend Wetboek is elk Regenbooghuis minstens twintig uur per week open, waarvan minstens acht uur voor sociale permanenties, met of zonder afspraak.”.

Art. 5. In artikel 1952, 5°, van het reglementair Deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 mei 2015, worden de woorden “694/2, 3°, 4° en 5°” vervangen door de woorden “694/2, 4°”.

Art. 6. In artikel 1955 van het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 mei 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt: “De subsidieaanvraag wordt jaarlijks met een voorbegroting, een analyse van de verwezenlijking van de doelstellingen van het vorige jaar en van de voor het komende jaar vastgestelde doelstellingen aan het bestuur gericht.”;

2° in het tweede lid wordt het getal “40.000” vervangen door het getal “100.000”;

3° het derde lid wordt opgeheven;

4° in het vierde lid worden de woorden “aan de spilindex 101,02 die op 1 januari 2014” vervangen door de woorden “aan de spilindex 125,60 die op 1 januari 2023”.

Art. 7. In boek VIII, titel II, hoofdstuk I, afdeling 1 van het reglementair Deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wordt een artikel 1959/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 1959/1. § 1. Het personeel bedoeld in artikel 694/9, eerste lid, 4°, van het decreetgevend deel van het Wetboek bestaat uit ten minste :

1° een half voltijds equivalent belast met sensibiliserings- en vormingsopdrachten dat op de datum van zijn aanstelling ten minste een bachelordiploma maatschappelijk assistent maatschappelijk hulpwerker, opvoeder, juridisch assistent of een gelijkwaardig diploma heeft;

2° één voltijds equivalent belast met de opdrachten van projectmanager dat op de datum van zijn aanstelling ten minste een masterdiploma heeft in menswetenschappen of sociale wetenschappen, rechten of een gelijkwaardig diploma.

De Minister kan, na advies van de Administratie, een afwijking toestaan op basis van de nuttige ervaring voor de werknemers die niet beschikken over de academische graden en functies bedoeld in lid 1, 1° en 2°.

§ 2. Onverminderd de bewaring die noodzakelijk is voor de verwerking met het oog op archivering in het algemeen belang, wetenschappelijk of historisch onderzoek of statistische doeleinden als bedoeld in artikel 89 van Verordening (EU) 2016/679, en in overeenstemming met artikel 5.1, e), van dezelfde Verordening, worden gegevens met betrekking tot de diploma's en kwalificaties van personen aangeworven in de Federatie verwijderd na een periode van 5 jaar vanaf de beëindiging van de arbeidsverhoudingen met de werknemer.

De in lid 1 bedoelde bewaringstermijn wordt in geval van een gerechtelijke of administratieve procedure opgeschort totdat een beslissing waartegen geen beroep mogelijk is, volledig en onherroepelijk is uitgevoerd.”.

Art. 8. In artikel 1963 van het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 mei 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt:

“De subsidieaanvraag wordt jaarlijks met een voorbegroting, een analyse van de verwezenlijking van de doelstellingen van het vorige jaar en van de voor het komende jaar vastgestelde doelstellingen aan het bestuur gericht.”;

2° in het tweede lid wordt het getal “70.000” vervangen door het getal “140.000”;

3° in het vierde lid worden de woorden “aan de spilindex 101,02 die op 1 januari 2014” vervangen door de woorden “aan de spilindex 125,60 die op 1 januari 2023”.

Art. 9. In artikel 1965 van het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 mei 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) lid 5 wordt vervangen als volgt:

“De statistische bijlage bij het evaluatieverslag, waarnaar wordt verwezen in artikel 694/8, 6°, d, van het decreetgevend deel van het Wetboek, bestaat uit de volgende gegevens voor elke Regenbooghuis:

1° het aantal dossiers geopend in de loop van het jaar in kwestie;

2° het aantal lopende zaken;

3° het aantal face-tot-face afspraken in het kader van de opdracht bedoeld in artikel 694/2, tweede lid, 1°, van het decreetgevend deel van het Wetboek;

4° het aantal handelingen geïnitieerd in de loop van het jaar in kwestie”;

b) het zesde lid wordt opgeheven.

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2023.

Namen, 6 juli 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid,
Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
C. MORREALE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/44871]

6 JUILLET 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon du 6 juillet 2023 exécutant l'article L1219-2, 10°, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, l'article L1219-2, 10°, inséré par le décret du 26 mai 2023 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le 14 novembre 2022 ;

Vu le rapport du 28 octobre 2022 établi conformément à l'article 4, 2° du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 30 mai 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de l'Association des provinces wallonnes, donné le 20 décembre 2022 ;

Considérant l'avis de l'Union des Villes et des Communes de Wallonie, donné le 18 janvier 2023 ;

Sur la proposition du Ministre des Pouvoirs locaux ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'autorité compétente intégrité définie à l'article L1219-2, 10°, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation est le service désigné par Gouvernement wallon, sur proposition du Service public de Wallonie Intérieur et Action sociale.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 6 juillet 2023.

Art. 3. Le Ministre des Pouvoirs locaux est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 juillet 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,

C. COLLIGNON